



Retour sur le socialisme yougoslave

D'Agostino François

Septembre 2020

17 049 caractères

Septante-cinq ans après la fondation de la République fédérative populaire de Yougoslavie (« populaire » devenant « socialiste » en 1963) au sortir de la Deuxième Guerre Mondiale, et près de trente ans après le début d'une implosion souvent sanglante qui se prolongerait jusqu'au début du vingt-et-unième siècle, il peut paraître étrange et hors-sujet de revenir sur une expérience et un pays qui semblent ne pouvoir être remémorés que pour leur tragique échec final. Pourtant, que ce soit dans les pays qui formaient la RFSY et, au-delà, dans l'ensemble des forces qui souhaitent trouver des voies alternatives au capitalisme, il semble que le socialisme yougoslave puisse encore être porteur d'enseignements.

La république des partisans

Dans l'imaginaire collectif d'Europe occidentale, il semble que l'idée que les « démocraties populaires » n'aient été que des apports forcés, arrivés en même temps que les blindés de l'Armée Rouge et radicalement étrangers aux traditions politiques des pays concernés soit fermement ancrée. Si cela est déjà extrêmement caricatural pour les pays qui resteront dans le giron soviétique après la rupture entre Staline et Tito¹, et que le grand public ignore trop souvent les différentes phases de

1 Voir, entre autres, sur les cas est-allemand et tchécoslovaques, CHRISTIAN (M.), *Camarades ou apparatchiks ? Les communistes en RDA et en Tchécoslovaquie (1945-1989)*, Paris, 2016. Les deux pays, largement industrialisés avant-guerre, pouvaient déjà compter sur un solide mouvement ouvrier des partis communistes bien établis. On remarquera également que les successeurs du SED et du PCT refusant la transformation en parti sociaux-démocrates « à l'occidentale » (à savoir Die Linke et le Parti Communiste de Bohême-Moravie) n'ont, contrairement à d'autres organisations plus ou moins en filiation avec la tradition communiste, pas été totalement balayés du paysage politique.

constitution et d'évolution des « démocraties populaires », cela est parfaitement faux dans le cas yougoslave.

Dès l'entre-deux-guerres, les communistes du jeune pays sont très actifs et ont une force réelle, malgré les difficultés rencontrées. La révolution russe a en effet eu un impact important sur les peuples yougoslaves. En Serbie, l'ancien parti social-démocrate s'était déjà opposé à la guerre en 1914, comme les bolchéviks, tandis que de nombreux soldats originaires des territoires sous domination austro-hongroise furent mis en contact avec les idées révolutionnaires en Russie même (ce fut le cas de Tito). En avril 1919, les différentes formations socialistes de l'espace yougoslave se réunissent au sein du Parti socialiste ouvrier yougoslave, dont la majorité décide de rejoindre la Troisième internationale nouvellement créée, et prendra le nom de « Parti communiste de Yougoslavie » l'année suivante. Rapidement, le PCY connaît des succès organisationnels et électoraux, suscitant l'inquiétude et se voit interdit dès 1921, devant trouver d'autres moyens et organisations pour continuer ses activités. Après une série de luttes internes dans les années vingt portant notamment sur les différentes manières de régler la question des nationalités, c'est au milieu des années trente que le PCY connaît un second souffle, notamment avec le rôle de Tito, qui va notamment organiser le départ de volontaires yougoslaves pour l'Espagne, ce qui donnera aux partisans une sérieuse formation militaire quand leur pays entrera dans le conflit mondial en 1941². Le but du présent article n'est pas de fournir une présentation détaillée de la lutte de libération menée par les partisans, mais cette lutte a fourni la base de la spécificité yougoslave au sein des pays du « socialisme réalisé » après guerre et il convient donc d'en rappeler les grands traits et moments.

Au printemps 1941, l'enlèvement des Italiens en Grèce et les préparatifs de l'invasion de l'Union soviétique prévue en juin, poussent l'Allemagne à s'investir plus dans les Balkans, en faisant notamment pression sur le régent de Yougoslavie, le Prince Paul, qui signe le 25 mars l'ancien Pacte Tripartite entre Berlin, Rome et Tokyo, qui rassemble à ce moment également la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie et la Slovaquie fantoche, et autorise le passage des troupes de l'Axe sur son territoire. Deux jours plus tard, un coup d'état appuyé par les masses populaires renverse le gouvernement pro-allemand et se tourne rapidement vers l'Union soviétique, qui espère qu'en étant prudente, elle retardera l'attaque allemande. Malgré cela, le Troisième Reich attaque le 6 avril et dépèce le pays entre différents états fantoches³.

2 Voir, e.a. CASTELLAN (G.), *Le socialisme dans l'est et le sud-est Européen: Balkans et Pologne*, dans DROZ (J.), sous la dir. de, *Histoire générale du socialisme. 3 De 1918 à 1945*, Paris, 1977, p. 302 à 307.

3 ROBERTS (G.), *Les guerres de Staline. De la guerre mondiale à la Guerre Froide, 1939-1953*, Paris, 2014, p. 96 et sv.

Immédiatement la résistance s'organise. Elle est d'abord scindée entre deux groupes, les partisans proches du PCY d'un côté, et la résistance monarchiste serbe des Chetniks de l'autre. Ces derniers vont rapidement s'aliéner le soutien populaire, et iront jusqu'à collaborer avec les troupes de l'Axe pour contrer le succès grandissants des partisans de Tito. En effet, ces derniers, en plus de bénéficier de l'expérience de la clandestinité des cadres communistes, ainsi que de celle acquise par certains lors de la Guerre d'Espagne, ne se contente pas de la lutte arme, mais développe rapidement une contre-société au cours de sa lutte, avec un projet plurinationnel et social en rupture avec la Yougoslavie de l'entre-deux-guerres⁴. Les partisans ne se contentent pas d'organiser la lutte armée : ils organisent politiquement les populations des régions sous leur contrôle, au moyen de Comités populaires au niveau municipal, puis des Conseils antifascistes provinciaux, à mesure qu'ils libéraient des portions du territoire⁵. Dès la fin 1942, un « Conseil antifasciste de libération nationale de Yougoslavie » qui remplit la fonction de parlement clandestin est créé en Bosnie. Jusqu'à 1944, toutefois, Tito et ses camarades, sur conseil des soviétiques et du Komintern (jusqu'en 1943) n'affirmeront pas une volonté trop franche d'établir un système socialiste, mais indiqueront aux Alliés qu'il ne pouvait être question d'un simple retour à la situation d'avant-guerre. En août 1944, un compromis largement en faveur des communistes est conclu à Vis, avant que ces derniers ne poussent leur avantage dans les mois suivants. En mars 45, le roi est forcé d'abdiquer sous pression conjointe des Trois Grands, et Tito forme son premier gouvernement quelques jours plus tard. La République est proclamée en novembre 1945.

Ruptures et réorientations

Les débuts de la Yougoslavie socialiste sont le reflet de l'influence soviétique et du modèle de développement connu par cette dernière dans les années trente : étatisation, industrialisation accélérée , volontarisme économique⁶. Dans un pays largement rural, et où la base du parti est majoritairement paysanne, ce volontarisme n'était pas sans danger pour maintenir l'assise (réelle) des communistes dans la société. Rapidement, des tensions vont apparaître au sein du PCY, entre tenants d'une ligne plus modérée, proche de Moscou et le groupe de Tito, plus radical et souhaitant avancer plus rapidement⁷. Au-delà des problèmes et tensions internes, les rapports avec Moscou

4 Voir, e.a LEVY (CL.), *Le socialisme dans l'Europe de Hitler*, dans DROZ (J.), sous la dir. de, *op.cit.*, P. 502 et sv. ou encore l'interview de GAL KIRN, *How Yugoslavia's Partisans Built a New Socialist Society* sur <https://jacobinmag.com/2020/06/yugoslavia-tito-market-socialism>, consulté le 14/08/2020.

5 LEVY (CL.), *op.cit.*

6 GALLISSOT (R.), *Le communisme soviétique et européen*, dans DROZ (J.), sous la dir. de *Histoire générale du socialisme. 4. De 1945 à nos jours*, Paris, 1977, p. 415 et sv.

7 *Idem.*

vont s'envenimer à propos des questions internationales, notamment le sort de la Grèce, où les communistes vont poursuivre le combat après la libération, cette fois contre les troupes britanniques appuyées par les conservateurs et les anciens collaborateurs⁸. La guérilla communiste peut bénéficier de l'appui de la Yougoslavie. Mais dans le nouvel équilibre mondial et européen, Staline est conscient que l'Union Soviétique, malgré son prestige consécutif à son rôle prédominant dans la victoire sur l'Allemagne et ses alliés, est exsangue, amoindrie, et que la priorité est à la paix et la reconstruction : hors de question, donc, d'exporter la révolution et de s'aliéner les alliés de la veille⁹. Simultanément, Tito et Dimitrov voulaient avancer dans un vieux projet porté par les communistes de la région, à avoir celui d'une fédération balkanique, incorporant également la Grèce (les partisans communistes avaient proclamé un gouvernement provisoire en 1947) et avaient fait une déclaration à ce sujet en janvier 1948¹⁰. Staline, inquiet face au risque que cette fédération donnerait du grain à moudre aux Occidentaux, à quelques mois d'élections aux États-Unis, convoque donc Dimitrov et Kardelj, le second de Tito, afin de les dissuader d'aller plus loin. Si les Bulgares rentrent dans le rang, Tito et ses camarades réagissent dans le sens contraire. Rapidement, une série de publications au sein des organes du Kominform (le « bureau d'information », qui reprend de manière résiduelle le rôle du Komintern dissous en 1943 et dont le siège était à Belgrade) accusent le PCY de dérives nationalistes, et Staline rappelle les conseillers soviétiques. En juin 48, le PCY est officiellement exclu, avec l'espoir, côté soviétique, de voir ses soutiens renverser le groupe dirigeant de Tito. Au contraire, ce dernier va purger le parti des éléments pro-soviétiques et raffermir son autorité sur le pays. Au sein des pays socialistes, les procès vont s'enchaîner, contre les présumés adeptes du « titisme », alors qu'en Yougoslavie, on cherche de nouvelles voies pour avancer dans la construction du socialisme, plus par nécessité et par le tarissement de l'aide soviétique que par réelle innovation idéologique¹¹. Dès 1950, face aux difficultés rencontrées, le PCY se voit obligé de trouver de nouvelles voies pour ne pas retourner en arrière et voir son projet socialiste enterré...¹² . Il faudra attendre la mort de Staline en 1953 pour que les rapports avec l'URSS et les autres pays socialistes se rétablissent, non sans accroc.

Autogestion et socialisme de marché

Après un développement calqué sur le modèle soviétique, les difficultés rencontrées suite au « schisme » vont forcer le pays à trouver de nouvelles voies. C'est essentiellement Edvard Kardelj,

8 *Idem.*

9 Voir, e.a. ROBERTS (G.), *op.cit.*, p.335 et sv.

10 *Idem*, p. 460-461.

11 GALLISOT (R.), *op.cit* , p. 449 et sv.

12 Pour un compte-rendu détaillé des événements, voir, e.a., P, *Tito. Une vie*, Paris, 2017, p. 221 et sv.

un des plus proches collaborateurs de Tito et l'idéologue officiel du PCY (qui deviendra Ligue en 1952) qui va piloter l'idée autogestionnaire.

Il faut avant tout comprendre que l'autogestion s'articule différemment selon les périodes, et que le socialisme yougoslave a connu différentes phases du développement autogestionnaire, oscillant entre plus ou moins d'autonomie, des liens plus ou moins forts avec la planification et le marché, ...

La première phase (1950-1965) est directement liée aux difficultés consécutives à la rupture de 1948. Si, dans un premier temps, Tito et ses camarades restent sur les rails soviétiques, d'une planification centralisée, rapidement, l'introduction de conseils ouvriers, d'une planification assouplie et d'une plus grande autonomie par rapport à l'État vont s'imposer¹³. Si des avancées démocratiques sont réelles, des problèmes émergent, notamment en ce qui concerne la participation des conseils aux décisions financières, ou encore le rôle des directeurs¹⁴.

La deuxième phase accorde une place de plus en plus importante aux mécanismes de marché et à l'autonomie des entreprises, sans planification et avec une ouverture au marché mondial inconnue dans les autres pays socialistes. Cela va renforcer des déséquilibres entre républiques et entre entreprises, et on assiste à l'époque à un regain des contestations sur des bases nationales et à un relâchement de la solidarité. À gauche, notamment au sein des courants influencés par la revue *Praxis*, le « socialisme de marché » est vivement critiqué et on appelle à plus d'autogestion « à la base », sans forcément y adjoindre d'indications concrètes, alors que la fraction la plus conservatrice de la LCY veut retourner à plus de centralisation et d'intervention de l'état. C'est Tito, une fois encore, qui va, par un mélange de concessions et de répression¹⁵, essayer de rétablir la stabilité, surtout après les événements du « Printemps Croate » de 1971¹⁶. La dernière phase, qui prendra fin dans les années quatre-vingt, verra une resocialisation du système bancaire, une meilleure collaboration entre les organes de l'autogestion-mais uniquement au niveau des républiques- des groupes de concertation entre travailleurs et usagers des services publics, ... La mort de Tito, les effets de long terme de la crise économique des années septante, le poids de la dette, et les tensions entre nationalités, et, finalement, la crise du « socialisme réalisé » en Europe, vont entraîner la crise et l'explosion finale de la Yougoslavie.

L'échec final de l'expérience ne doit pas nous amener à ignorer toutes ses réussites, innovations, et expérimentations prometteuses. Si l'on souhaite trouver des alternatives au modèle économique actuel, les voies d'un socialisme mêlant planification incitative, décentralisation partielle,

13 SAMARAY (C.), *Yougoslavie : pour une appropriation plurielle des bilans*, dans COLLECTIF, *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*, Paris, 2010, p. 618 et sv.

14 KAVCIC (B.), *Le système d'autogestion yougoslave*, in *Cahiers Marxistes*, N°6, Bruxelles, 1970, p. 43-

15 SAMARARY (C.), *op.cit.*

16 IRJEVEC (J.), *op.cit.*, p. 411 et sv.

participation renforcée des travailleurs voire des usagers, mais également un rôle renforcé de l'État comme garant de l'intérêt collectif pourraient trouver matière à réflexion dans l'expérience yougoslave¹⁷...

Au-delà de la nostalgie : le retour de la gauche dans l'espace ex-yougoslave

Au-delà de cette invitation à la réflexion critique sur une expérience passée, il faudrait attirer l'attention sur les récents développements électoraux dans les anciennes républiques yougoslaves. Dernièrement, en juillet 2020, la Croatie a vu le retour d'élus à la gauche de la social-démocratie, une première depuis l'indépendance. C'est particulièrement significatif dans un pays dont les dirigeants entretiennent un rapport trouble avec le passé, notamment celui du mouvement oustachi, responsable de crimes contre l'humanité pendant la Deuxième Guerre mondiale. Parmi ces élus d'une coalition progressiste hétéroclite, on notera la présence de Katarina Peović, issue du « Front des travailleurs », un parti qui revendique de manière critique l'héritage autogestionnaire et antifasciste yougoslave¹⁸. En Slovénie, c'est le parti LEVICA qui revendique le même héritage et qui a récemment obtenu de bons résultats électoraux et s'implique activement dans la construction d'un mouvement social fort. Il existe d'ailleurs des coopérations entre les différentes organisations de la région¹⁹ En Bosnie-Herzégovine, ce fut au mois de mai la grande manifestation antifasciste en réaction à une cérémonie en mémoire d'oustachis, soutenue par le gouvernement croate. Une manifestation où l'on pouvait entendre le slogan des partisans « Mort au fascisme, liberté au peuple ! »²⁰. Un peu partout dans la région, dans un contexte de crise économique et sanitaire, après la guerre, la reconstruction pénible et les politiques néolibérales, il semblerait que l'héritage antifasciste, autogestionnaire et anticapitaliste de la Yougoslavie puisse de nouveau inspirer une gauche qui reste à reconstruire...

17 Pour une réflexion sur les différentes voies d'une alternative socialiste, nous renvoyons à ANDREANI (T.), *Dix essais sur le socialisme du XXI^e siècle*, Paris, 2011 ou encore PHILLIPS (L.) et ROZWORSKI (M.), *People's Republic of Walmart. How the world's biggest corporations are laying the foundation for socialism*, Londres-New York, 2019.

18 Interview avec Katarina Peović, We Spoke to Croatia's First Anti-Capitalist MP in Three Decades, sur <https://www.jacobinmag.com/2020/07/croatia-katarina-peovic-workers-front?fbclid=IwAR2KHCQbMTrckbJjZKbWyuSHf-BIk54m1ZEI87HYfZrOgN5BH4BaH4tVqvM>, consulté le 10/09/2020.

19 <https://www.transform-network.net/focus/overview/article/strategic-perspectives-of-the-european-left/peovic-the-left-is-now-in-croatias-parliament-and-defends-the-working-people/> consulté le 10/09/2020.

20 <https://fr.timesofisrael.com/sarajevo-grande-manifestation-contre-une-messe-a-la-memoire-des-pro-nazis/>, consulté le 10/09/20.

